

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Les retraités à bout de nerfs

S.A.M

Libreville/Gabon

**L**ES retraités affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) sont à bout de nerfs pour n'avoir pas pu toucher hier encore, leurs pensions. Contrairement aux promesses faites par les dirigeants de cette institution.

En effet, au lendemain du report à hier du paiement des pensions de ceux des retraités domiciliés à BICIG, BGFI et Loxia, ils ont été désagréablement surpris de constater que le rendez-vous pris pour hier mardi n'avait pas été respecté une fois de plus. Finalement c'est ce mercredi que tout rentrerait dans l'ordre (?). Pour la CNSS, ce nouveau report serait dû à un contretemps lié à des problèmes techniques. "Nous avons eu quelques difficultés de dernière minute ce mardi. Ce n'est qu'aujourd'hui (ce mercredi) que les retraités clients de ces banques pourront toucher leur pension. C'est une situation que nous regrettons car, nous sommes bien conscients que cela a fait des mécontents", clai-ronne son service Communication.

Face à cette situation qui met dans tous les états nombre de pensionnaires, comme lors de la journée de vendredi dernier, ces derniers ont, de nouveau, laissé éclater leur colère et dit tout haut tout le mal qu'ils pensent des responsables de la Caisse de sécurité sociale. Cependant, leur manifestation d'humeur a été



Les retraités en mouvement d'humeur, il y a quelques mois devant la CNSS.

moins forte que celle enregistrée la semaine passée. Un état de fait somme tout déplorable qui aura fini par susciter l'inquiétude, l'incompréhension voire la co-

lère de nombreux compatriotes qui assistent depuis plusieurs jours à ce spectacle désolant. Dans les taxis, les conversations étaient dominées hier par cette

actualité. Pour d'autres la situation est inacceptable. "Ils ont cotisé toute leur vie, ils ont bien le droit de profiter de leur "épargne". Il faut bien trouver

une solution à ces gens-là qui ne demandent pas l'aumône mais d'être dignement traités", pouvait-on entendre dire à plusieurs endroits de la capitale. Pour les pensionnés visiblement irrités par ce qui apparaît comme un manque de considération à leur endroit puisque traités avec légèreté, il faut absolument tenir compte de leur situation. Car, ils estiment que tous ces chamboulements ne sont pas de nature à leur permettre de s'occuper correctement d'eux-mêmes et de leur famille.

Il faut rappeler que, de bout en bout, le programme de paiement des pensions de la Caisse a été perturbé. D'abord, elle avait expliqué, le 4 octobre passé, qu'une panne sur la plateforme de paiement l'obligeait à différer le versement des différentes pensions (passant du 5 au 8 octobre). Puis, jeudi passé, elle avait annoncé que les paiements se feraient pendant deux jours. Et vendredi passé, au tour des banques UGB, EDG, Orabank, UBA et Eco-bank d'être mises à contribution. Mais elles ne parviendront pas à payer tous les pensionnés. Il en est de même de BICIG, BGFI et Loxia qui devaient leur emboîter le pas hier. Comme ceux qui s'étaient déplacés vendredi, beaucoup ont déchanté.

Face aux pensionnés bancarisés qui criaient à tue-tête "donnez-nous notre argent", le directeur général de la CNSS, Patrick Ossi Okori, abordant la situation du paiement des pensions retraitées du mois de septembre, a tenté en vain de trouver une parade vendredi matin en évoquant à demi-mot des difficultés de trésorerie (?). D'où, semble-t-il, les communiqués pondus ces derniers jours invitant les employeurs à verser leurs cotisations sociales, comme une issue parmi tant d'autres proposées par la direction. Mais ce n'est pas la première fois que la CNSS soit obligée de sommer les entreprises indélicates à sortir de leur cachette. En 2018, elle avait déjà proposé des abattements. Mais...

En attendant, aujourd'hui encore plus qu'hier les retraités sont les premières victimes d'une "Caisse" bien à la peine.

### Contrepoint

## L'urgence d'agir!

Serge Frédéric Long  
Libreville/Gabon

**L**E mal est profond. Le régime de pensions, vieux de 46 ans, nécessite aujourd'hui des réponses appropriées à la hauteur de la situation désormais plus que critique. Car, les réalités de 1975 sont très loin d'être celles d'aujourd'hui. La preuve, il est quasiment devenu habituel d'assister, chaque mois, à des scènes de colère des retraités, pourtant anciens valeureux agents de

nos administrations et services, donnant de la voix et scandant des slogans hostiles dans les rues, malgré leur fragile état de santé. Ceci pour réclamer ce qui leur revient de droit. La situation est devenue si intenable que les retraités sont déjà gagnés par le désespoir. Face à la rareté des ressources, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), qui, il faut le dire, est tout aussi victime de sa gestion et errements, est obligée de recourir systématiquement à l'emprunt bancaire pour ré-

pondre aux attentes des assurés. Ce qui fait craindre le pire. De nombreux experts s'accordent d'ailleurs à dire qu'il serait suicidaire de garder les choses en l'état. L'urgence d'agir s'impose donc, ainsi que l'obligation de réformer ce régime de pensions manifestement devenu obsolète. Au gouvernement de le comprendre et d'attaquer le mal à la racine. Car, si la CNSS constitue la partie visible de cette triste situation, il ne faut pas perdre de vue que le problème reste beaucoup plus complexe qu'on

ne le croit: plusieurs entreprises ne sont pas à jour de leurs cotisations sociales à ce jour. D'où la mise en garde dernièrement de Patrick Ossi Okori de procéder à un recouvrement "forcé", avec d'éventuelles traductions en justice le cas échéant, jusqu'au 22 octobre prochain. Pis, la "Caisse" malgré les changements à sa tête, peine à régler ses problèmes internes, notamment les trafics et autres passe-droits, en un mot, sa gestion quelque peu décriée depuis des années.